

Chapitre 22

Les Marocains en Afrique de l'Ouest en 2021

Destinations, profils et activités professionnelles de communautés en mouvement

Johara Berriane

Introduction

Contrairement aux autres régions du monde, l'Afrique de l'Ouest a été relativement épargnée par la pandémie liée au Covid-19. Ainsi, au 31 décembre 2021, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale n'ont enregistré ensemble que 1.110.855 cas confirmés, soit 0,2% des cas mondiaux et 10% des cas en Afrique¹. A cette même date, 14713 décès liés au Covid-19 ont été déclarés, soit 0,2% des décès mondiaux et 6% des décès en Afrique². Si la situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a été moins dramatique qu'ailleurs dans le monde, la pandémie planétaire a néanmoins exacerbé les crises socio-économiques que connaissaient déjà la plupart des sociétés ouest-africaines. Ainsi, les mesures restrictives mises en place pour contenir la progression de la maladie durant l'année 2020 ont participé à une fragilisation croissante des populations les plus vulnérables³. Marquées par des cultures migratoires anciennes et une importance cruciale des mobilités pour leurs économies (De Bruijn, Van Dijk and Foeken, 2001), les sociétés d'Afrique de l'Ouest ont surtout été impactées par les restrictions imposées aux mobilités internes (fermetures et mises en quarantaine de villes ou de régions, états d'urgence) et internationales (fermeture des frontières maritimes, aériennes et terrestres) mises en place en mars 2020, peu après l'apparition des premiers cas de Covid-19 dans la région⁴. En plus des effets socio-économiques de la crise pandémique, l'Afrique de l'Ouest est secouée depuis des années par des instabilités et des crises politiques et confrontée à des problèmes d'insécurité (coups d'état au Burkina Faso, Mali et Guinée ; insécurités liées à la présence de groupes armés au Sahel) qui impactent aussi les mobilités intrarégionales et internationales.

Malgré ce contexte difficile, les mobilités marocaines vers l'Afrique de l'Ouest n'ont pas connu d'arrêt pendant les années 2020 et 2021. Peu importantes d'un point de vue quantitatif, les migrations marocaines vers les pays d'Afrique de l'Ouest se caractérisent par leur ancienneté et leur transformation récente en lien

¹ Organisation internationale pour les migrations : Une région en mouvement. Tendances de mobilités en Afrique de l'Ouest et du Centre, janvier-décembre 2021, Dakar, 2021, p. 48.

² Ibid.

³ Les restrictions telles que la fermeture d'entreprises, d'écoles, de restaurants et espaces culturels, ainsi que l'interdiction des rassemblements et l'imposition de couvre-feux ont paralysé les économies de la région. Selon le FMI, la croissance du PIB réel de l'Afrique de l'Ouest avait chuté à 0,7% en 2020, contre 3,5% en 2019.

⁴ Organisation internationale pour les migrations : Une région en mouvement. Tendances de mobilités en Afrique de l'Ouest et du Centre, janvier-décembre 2021, Dakar, 2021.

avec la réactivation des relations socio-économiques entre le Maroc et les pays du continent (Berriane, 2019). Ce chapitre a pour objectif de mettre en évidence les évolutions de ces migrations jusqu'en 2021. Alors que les travaux antérieurs ont surtout mis l'accent sur les deux principales destinations ouest-africaines des flux migratoires marocains qui sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire⁵, cette contribution propose d'élargir l'étude en comparant ces migrations marocaines vers ces deux pays avec celles -toujours des Marocains- se dirigeant vers les autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Cette recherche se base sur l'exploitation des données statistiques de la Direction des affaires consulaires et sociales (DACs) de l'année 2021 relevant du Ministère des affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. Ces données sont complétées par une revue de la presse traitant des relations et échanges entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest au tournant des années 2020.

Bien qu'il n'existe pas une obligation d'immatriculation auprès des ambassades et que les chiffres des consulats ne reflètent pas la totalité de la présence marocaine en Afrique de l'Ouest, l'inscription au niveau des ambassades semble être une pratique plutôt instituée. Ceci est d'autant plus le cas dans des pays qui connaissent des instabilités politiques et où le lien avec les représentations consulaires marocaines peuvent assurer un soutien, voire un rapatriement en cas de crise. Dans des pays où il n'existe pas une grande communauté marocaine et des réseaux communautaires solides, les liens avec les représentations consulaires peuvent être plus importants. On peut donc en conclure que les données consulaires informent sur le profil des Marocains passés à un moment ou un autre par leur ambassade pour se faire immatriculer et offrent de ce fait quelques indications sur l'évolution de ces communautés. Par contre, les données sur les immatriculés des ambassades ne prennent sûrement pas en compte tous les résidents d'origine marocaine installés en Afrique de l'Ouest. Ceci concerne tout particulièrement les Marocains installés dans des pays sans ambassades marocaines et qui doivent se rendre dans des pays voisins pour bénéficier des services consulaires. Il s'agit ici du Togo, de la Guinée Bissau, de la Gambie, de la Sierra Leone, du Libéria et du Cap Vert. Enfin, ces données statistiques pèchent par certaines imperfections comme les départs qui ne sont pas soustraits des registres. Mais étant l'unique source statistique disponible sur les communautés marocaines dans ces pays, elles sont indispensables pour cette étude. Ceci est d'autant plus le cas pour les années 2020-2021, pendant lesquelles les perturbations dues à la pandémie ont empêché le déroulement de missions de terrain comme ce fut le cas pour les éditions précédentes.

Sur la base de ces données, nous allons essayer d'appréhender l'évolution des communautés marocaines en Afrique de l'Ouest, en nous intéressant surtout à leurs profils sociodémographiques, leurs lieux de résidence et d'origine et leur structures sociales⁶. Après un bref retour sur l'évolution historique des mobilités marocaines vers la rive sud du Sahara dans un premier volet, cette contribution s'arrêtera sur les profils socio-démographiques des communautés marocaines

⁵ Voir par exemple Abou El Farah (2014) et Berriane (2019).

⁶ Pour les Marocains résidant dans les pays ouest africains sans représentation diplomatique, leurs données se fondent dans celles des pays où les personnes concernées se sont immatriculées. Elles ne peuvent pas être traitées à part, à l'exception de la partie concernant les lieux de résidence.

installées en Afrique de l'Ouest en 2021. Enfin, une troisième partie analysera les effets des relations politico-économiques entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest sur les activités professionnelles des Marocains des pays étudiés.

1. Des cités sahéliennes aux ports du littoral atlantique : bref retour sur l'évolution des mobilités marocaines vers et en Afrique de l'Ouest

Des commerçants en quête de bonnes affaires

Comme déjà souligné dans plusieurs travaux, les migrations marocaines vers l'Afrique de l'Ouest se distinguent à la fois par leur ancienneté et leurs liens étroits avec les activités commerciales (Abou El Farah et al., 1997 ; Abou El Farah, 2007 et 2014 ; Aouad, 2012 ; Berriane, 2019). Longtemps liée au commerce caravanier transsaharien et au statut de l'islam sunnite de rite malékite dans cette région (Aouad, 2012 : 2), la migration marocaine au *Bilad es Sudan* aurait débuté dès le Moyen-âge et concernait d'abord la Boucle du Niger et principalement la ville de Tombouctou, destinations également des expéditions militaires du Sultan Saadien Mansour Addahabi en 1591 (Abou El Farah et al., 210). Tombouctou a longtemps été un port d'attache de commerçants marocains à partir duquel ils exploraient d'autres marchés plus vers l'intérieur mais où ils ne s'installaient jamais de façon permanente (Aouad 2012 : 4). Au cours du XIX^{ème} siècle, une nouvelle vague de migrants marocains majoritairement originaires du Touat et engagés dans des activités commerciales s'établissent dans cette même ville (Ibid., 152). Cependant, quelques décennies plus tard, la présence marocaine dans cette ville sainte ne sera plus aussi importante et diversifiée : alors que dans les années 1860-1870, ils étaient au moins 600, au premier dénombrement colonial en 1912, le nombre de Marocains fut estimé à moins d'une centaine d'individus, majoritairement originaires du Sahara (Guelmim ou Tindouf) alors que les Fassis, les Marrakchis et les juifs du Maroc, autrefois présents dans la ville, se font très rares (Ibid., 6).

Si, avec la colonisation française, le commerce transsaharien entre en décadence au tournant du XIX^e et du XX^e siècle et mène à un enclavement du Sahel et une baisse de la présence marocaine dans le Soudan (Mali actuel), une présence importante de commerçants marocains est observée à la même époque dans les ports atlantiques (Ibid. : 4). En effet, au milieu du XIX^{ème} siècle, quelques pionniers fassis arrivent déjà à Saint Louis, capitale et principal port à l'époque du Sénégal français. Grâce à leur succès rapide, ils attireront d'autres ressortissants de Fès, majoritairement musulmans, à la recherche de nouveaux marchés et qui s'enracinèrent durablement à partir des années 1880 (Berriane, 2019 : 572). Dix ans plus tard, des commerçants marocains de confession juive s'orientent également vers le Sénégal mais préfèrent Dakar, capitale de l'Afrique occidentale française à partir de 1902 et grand port africain. Après l'ouverture du port de Casablanca en 1920, les échanges commerciaux entre le Maroc et les ports de Saint Louis et de Dakar se développèrent encore davantage (Marfaing 2007 : 241). Les commerçants fassis exportaient avant tout des vêtements de confection marocaine et des produits de l'artisanat de Fès vers le Sénégal. A travers leurs agences commerciales privées à Marseille, Gênes, Manchester ou Hambourg et l'implantation de maisons d'import-export européennes à Fès, ces commerçants contrôlaient aussi une partie de l'importation des produits européens, tels que les tissus (Le Tourneau, 1987 : 430 cité in Berriane, 2019 : 573). S'y ajoutent des

commerçants originaires du Sud du Maroc (Marrakech, Tafilalt et Goulimine) d'abord investis dans le commerce transsaharien et qui à la suite de la « fermeture du Sahara » s'orientent aussi vers le Sénégal (Abou El Farah et al., 1997 :27).

A partir du XX^{ème} siècle, les « Marocains du Sénégal » pénètrent aussi les autres colonies sur le littoral atlantique ouest-africain. Certains envoient des agents et correspondants originaires de leur famille à Bathurst⁷ en Gambie anglaise (Aouad, 2012 : 4)⁸ et d'autres, attirés par les opportunités qu'offrent le « boom » du caoutchouc que connaît la Guinée à cette époque, s'installent dans la capitale de cette colonie française (Ibid.)⁹. Datant des années 1950, les premières migrations marocaines vers la Côte d'Ivoire sont dans cette même logique. Les premiers arrivants sont aussi des commerçants marocains de Dakar qui souhaitent diversifier leurs marchés en créant des succursales en Côte d'Ivoire. Ils sont suivis par d'autres commerçants du Sénégal et du Mali, confrontés aux difficultés économiques que connaît le Sénégal au lendemain de l'indépendance ainsi que des Marocains du Maroc attirés par le « miracle ivoirien » des années 1960 (Abou El Farah et al., 1997 : 269-274). Ces premiers migrants marocains de Côte d'Ivoire investissent avant tout le commerce des souliers modernes et du textile venu de Dakar et d'Europe (Ibid., 1997 :282-283).

Une légère diversification des formes migratoires s'amorce au tournant du XXI^{ème} siècle

Au tournant du XXI^{ème} siècle, le négoce jouait toujours un rôle important pour les migrations marocaines vers le sud du Sahara. En même temps, on observe une diversification des profils socio-professionnels et socio-démographiques parmi les migrants marocains. Ceci se laisse surtout confirmer pour le Sénégal et la Côte d'Ivoire, principales destinations de migrants marocains en Afrique de l'Ouest et qui ont fait l'objet d'études approfondies (Abou El Farah, 2014 ; Berriane, 2019). Ainsi, en 2017, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, les Marocains étaient présents aussi dans les secteurs des services, la santé, le BTP, les banques et les affaires, le transport, l'administration et l'expertise (Berriane, 2019 : 592-593). En plus des migrations de travail, on observe aussi une variété de stratégies et de motivations migratoires telles que le regroupement familial (Ibid. : 590-591) ou pour le Sénégal, les études supérieures (Ibid. : 600-604). La variété des formes migratoires mène aujourd'hui aussi à une diversité des formes d'ancrage et de constructions identitaires parmi les Marocains de ces deux pays ouest-africains (Ibid. : 608-609).

⁷ Aujourd'hui appelée Banjul et capitale de la Gambie.

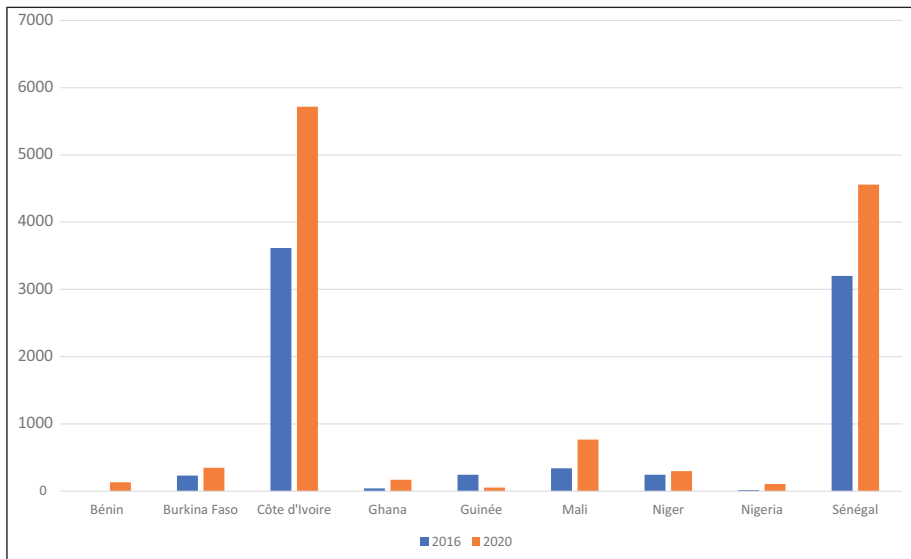
⁸ Selon Aouad, les commerçants marocains auraient pénétré les marchés de l'Afrique britannique, Sierra Leone et Nigéria, pendant l'entre-deux-guerres à partir de Bathurst. Cette histoire est cependant encore méconnue (Aouad, 2012 : 18).

⁹ En Guinée, la présence marocaine est exclusivement judéo-marocaine et se confond avec les activités de la maison Cohen-frères de Tanger dont les employés sont majoritairement des juifs du Maroc. D'abord à Conakry, la maison ouvre une succursale à Kindia (1906), s'installe à Mamou et Faranah (1908), Kankan et Bamako (1912) puis Koulikoro (1913). Au début du XX^e siècle, on ne compte pas moins de seize lieux d'implantations du commerce marocain le long des voies de chemin de fer Saint Louis-Dakar et Dakar-Bamako et dix le long de l'axe de pénétration Conakry-Niger (pour plus de détails, voir Aouad, 2012 :5).

Des installations rares mais continues

Après 2017, les mobilités marocaines vers les pays d'Afrique de l'Ouest continuent à alimenter ces pays. On observe ainsi sur la figure 1 une légère augmentation du nombre d'immatriculés auprès des services des ambassades entre 2016 et 2021, à la fois pour le Sénégal et la Côte d'Ivoire mais aussi pour les autres pays d'Afrique de l'Ouest disposant d'une représentation diplomatique marocaine¹⁰.

Figure 1 : Evolution des effectifs des Marocains immatriculés dans les ambassades du Maroc en Afrique de l'Ouest entre 2016 et 2021



Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

A côté de la Côte d'Ivoire (5715 immatriculés en 2021)¹¹ et du Sénégal (4557 immatriculés en 2021), le premier foyer migratoire ouest-africain pour les commerçants marocains que représentait autrefois le Mali occupe aujourd'hui avec 767 immatriculés la 3ème position parmi les destinations¹². D'autres anciens foyers migratoires comme la Guinée se distinguent aussi par un nombre, certes limité, mais avec une hausse remarquable entre 2016 et 2021¹³. Des hausses moins importantes se laissent observer pour les destinations moins anciennes comme le Burkina Faso ou le Niger¹⁴. Pour le Nigéria et le Ghana, les effectifs de

¹⁰ Ces ambassades couvrent parfois d'autres pays sans représentation diplomatique marocaine, comme la Gambie, le Cap Vert et la Guinée Bissau qui sont couverts par l'ambassade au Sénégal ou les Marocains du Togo, qui s'immatriculent aux ambassades du Bénin ou de Côte d'Ivoire.

¹¹ Ces chiffres obtenus auprès de la Direction des affaires consulaires et sociales divergent légèrement par rapport à ceux fournis par les services consulaires du Sénégal et de la Côte d'Ivoire en 2018 (cf. Berriane, 2019).

¹² Au Mali, 767 immatriculés en 2021 contre 339 en 2016.

¹³ En Guinée, 443 immatriculés en 2021 contre 244 en 2016.

¹⁴ Au Burkina Faso, 349 immatriculés en 2021 contre 233 en 2016 ; au Niger, ils étaient 243 en

2016 étaient réduits au point de ne pas apparaître dans la figure 1¹⁵. La présence de petites communautés marocaines en 2021 dans ces pays est de ce fait assez remarquable et atteste d'une diversification récente des flux et profils des migrants marocains qui s'aventurent de plus en plus, aujourd'hui aussi vers les principales économies anglophones de la sous-région, comme en atteste la figure 2.

Figure 2 : Présence marocaine en Afrique de l'Ouest en 2021



Source : DACS, 2021

A côté du rôle de l'ancienneté des mobilités marocaines sur l'ancrage de communautés marocaines aujourd'hui, les droits d'entrées et de résidence des ressortissants marocains dans les pays concernés pourraient aussi jouer un rôle dans le choix de la destination et l'apparition de nouvelles destinations. En effet, alors que depuis des décennies déjà, les ressortissants marocains n'ont pas besoin de visa pour la plupart des pays francophones de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest¹⁶, à partir de 2020 les formalités d'entrée pour les citoyens africains ont été facilitées également par le Nigéria¹⁷, ce qui peut aussi expliquer la récente découverte de cette destination par les migrants marocains.

Ainsi, malgré une légère diversification de leurs destinations ouest-africaines, les migrations marocaines en Afrique de l'Ouest continuent à se concentrer de façon remarquable dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali ou

2016 et 297 en 2021.

¹⁵ Le nombre de Marocains immatriculés au Ghana est passé de 41 à 168 entre 2016 et 2021, celui des Marocains au Nigéria de 17 à 108 toujours entre les deux mêmes dates.

¹⁶ Il s'agit du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Sénégal. Pour la Gambie anglophone, les Marocains sont aussi exempts de visa.

¹⁷ <https://www.infomediaire.net/nigeria-le-pays-adopte-le-visa-a-lentree-pour-les-africains/>

la Guinée. Ces pays se caractérisent par leur rôle comme foyers d'immigration anciens pour commerçants et migrants marocains et dont l'importance perdure aujourd'hui. L'évolution vers la hausse des effectifs des Marocains résidant dans les pays d'Afrique de l'Ouest jusqu'en 2021 indique aussi que la pandémie liée au Covid-19 n'a pas eu d'effet négatif sensible sur les migrations marocaines vers les pays de cette région. Ceci concerne aussi les caractéristiques socio-démographiques des communautés marocaines d'Afrique de l'Ouest qui demeurent également très diversifiées. Un arrêt plus détaillé sur les flux et les profils socio-démographiques des Marocains d'Afrique de l'Ouest en 2021 permet de comprendre davantage les logiques et formes migratoires adoptées par les Marocains s'orientant vers le Sud.

2. Les communautés marocaines en Afrique de l'Ouest en 2021 : origines, installations et profils socio-démographiques

Les lieux d'installation des migrants marocains d'Afrique de l'Ouest : une migration qui se dirige presque exclusivement vers les capitales

Au-delà des différences remarquables entre les pays en termes d'attractivité pour les migrants marocains, il est encore plus important de constater que ces flux migratoires ne se dirigent pas vers des pays mais bien plus souvent vers les capitales. Ceci est surtout le cas pour les pays d'Afrique de l'Ouest accueillant des petites communautés marocaines. A titre d'exemple, 93% des Marocains du Mali et de Guinée sont installés respectivement à Bamako et Conakry, 82% de ceux installés au Burkina Faso sont à Ouagadougou, et 94% des Marocains du Ghana se concentrent à Accra. Pour les plus importantes destinations comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, on observe certes une certaine diffusion dans l'espace des Marocains, mais les capitales restent aussi les principales destinations. Ainsi, Dakar attire 53%¹⁸ des Marocains du Sénégal et Abidjan 76% des Marocains installés en Côte d'Ivoire.

Cette concentration des migrants dans les capitales n'est pas spécifique aux Marocains mais reflète plutôt le rôle central des grandes villes ouest-africaines comme « îlots de prospérité » offrant l'infrastructure, les marchés et la sécurité nécessaires pour accueillir des migrants à la recherche de perspectives économiques (Lefebvre, 2003 :101).

Lieux d'origine des Marocains résidant en Afrique de l'Ouest : une diversification des origines qui se confirme

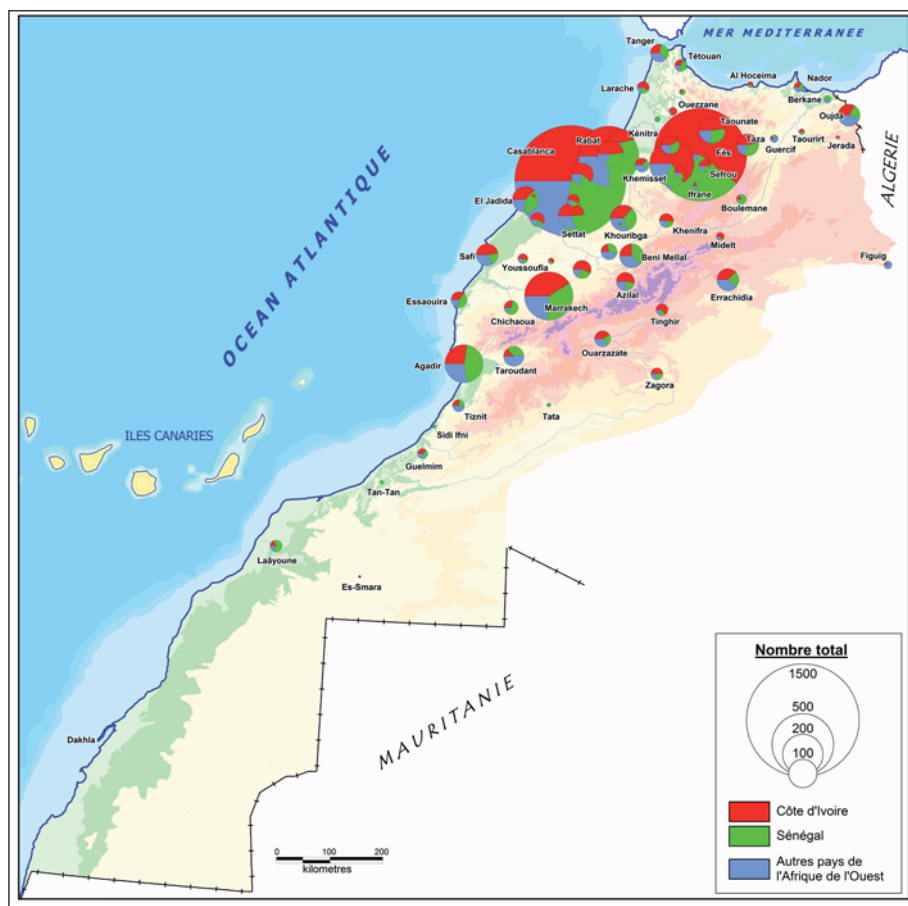
Dans la mise au point de 2017, nous avons observé une diversification des lieux d'origine des immigrés de Côte d'Ivoire et du Sénégal. Ceci était notamment le cas pour le Sénégal, ancienne terre d'accueil pour des originaires de Fès et du Sud marocain et qui, avec le temps, attirait de plus en plus de Marocains de Casablanca¹⁹. La diversification des lieux d'origine était encore plus marquée

¹⁸ Ces données doivent cependant être considérées avec précaution car pour 1830 personnes immatriculées à l'ambassade à Dakar (c'est-à-dire 40%) nous ne disposons pas d'informations sur leurs lieux de résidence dans les pays d'accueil.

¹⁹ Un dépouillement personnel du registre d'immatriculation de l'ambassade du Maroc à Dakar avait indiqué que 737 personnes immatriculées entre 2007 et 2017 venaient de Casablanca contre seulement 291 de Fès et 291 de Rabat.

pour la Côte d'Ivoire dont les ressortissants marocains en 2017 venaient d'une multitude de villes et où les trois principaux foyers d'origine (Fès, Casablanca et Rabat) n'émettaient plus que 38,08% des Marocains immigrant vers ce pays²⁰.

Figure 3 : Lieux d'origine des Marocains résidant en Afrique de l'Ouest



Source : DACS, 2021

L'analyse des statistiques de 2021 pour tous les pays d'Afrique de l'Ouest montre aussi une diversité de lieux d'origine des émigrés marocains installés dans la région. Ainsi, si on prend en compte les données d'immatriculation qui informent sur les lieux d'origine²¹, on observe une multitude de lieux d'origine,

²⁰ En 2017, 15,8% des Marocains de Côte d'Ivoire venaient de Fès, 13,26% de Casablanca et 9,02% de Rabat. Le reste des Marocains provenait de villes comme El Jadida, Settat, Kalaat Sraghna, Marrakech, etc. (pour plus de détails voir Berriane, 2019 : 584).

²¹ Comme pour les lieux de résidence, les données relatives aux origines des Marocains immatriculés sont incomplètes. Il manque des informations sur les lieux d'origine pour 2921 Marocains de Côte d'Ivoire, 2706 Marocains inscrits au Sénégal et 726 Marocains installés

avec une importance remarquable des agglomérations urbaines telles que les villes de Marrakech, Agadir ou Meknès et des villes moyennes proches de l'axe atlantique urbain Rabat-Casablanca, comme l'illustre la figure 3. En même temps, l'importance des anciens foyers d'émigration comme Fès et Casablanca persiste. Ainsi, si on regroupe tous les pays d'Afrique de l'Ouest, Casablanca émet 21,6% des Marocains ayant émigré en Afrique de l'Ouest ; elle est suivie par Fès (17,2%), Rabat (7,8%), Marrakech (4,8%) et une multitude d'autres villes grandes et moyennes. Lorsqu'on zoom sur les deux principales destinations (le Sénégal et la Côte d'Ivoire), la diversification des lieux d'origine est nette et confirme les tendances relevées en 2017. Fès, avec 23%, continue à être la principale ville d'origine des Marocains de Côte d'Ivoire mais ne représente plus que 14,6% des originaires du Maroc au Sénégal. Casablanca émet 20,9 % des Marocains de Côte d'Ivoire et 23,6% des Marocains du Sénégal. Tous les autres émigrés sont originaires des agglomérations grandes et moyennes déjà mentionnées plus haut.

Comme à leurs débuts, les migrations marocaines vers l'Afrique de l'Ouest sont donc aujourd'hui encore principalement des migrations inter-villes. Diversification des foyers d'émigration et continuité des relations translocales connectant les centres urbains situés sur les deux rives du Sahara sont la règle.

Profil sociodémographiques des ressortissants marocains en Afrique de l'Ouest : un taux important de jeunes et de femmes

Marquées par des identités avant tout urbaines, les communautés marocaines résidant dans les pays de la région se caractérisent également par une grande diversité des profils sociodémographiques. La comparaison des profils des Marocains résidant au Sénégal, en Côte d'Ivoire et dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest fait cependant ressortir les grandes tendances qui concernent les communautés marocaines de toute la région. Celles-ci se caractérisent par un taux remarquablement élevé de jeunes et de femmes.

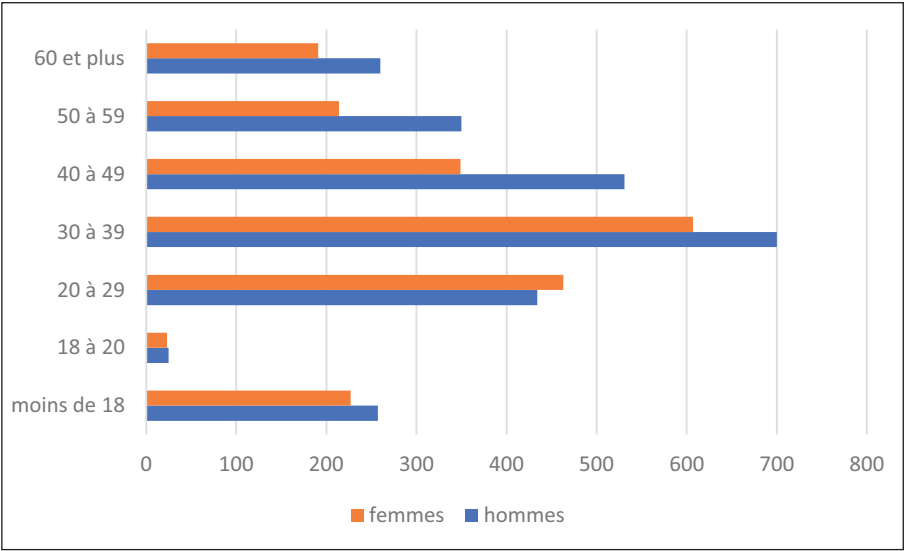
Comme on peut l'observer sur les figures ci-dessous, la catégorie d'âges compris entre 30 et 49 ans regroupent le plus de femmes et d'hommes au Sénégal, en Côte d'Ivoire comme dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest : 47% des Marocains résidant dans ces pays en 2021 se situent dans cette catégorie d'âge. Les femmes sont particulièrement nombreuses : elles représentent 43,5% des Marocains immatriculés à l'ambassade du Maroc en Côte d'Ivoire, 44,7% à celle au Sénégal et 45% de ceux résidant dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Pour le Sénégal, le groupe d'âge des 30 à 39 ans est le plus important et représente 28% des Marocains inscrits à l'ambassade, suivi des 40 à 49 ans et des 20 à 29 ans (19% respectivement). La part des femmes dans ces pourcentages est aussi plus importante parmi les plus jeunes adultes. Elles représentent 52% des personnes âgées entre 20 et 29 ans et 46% des personnes entre 30 et 39 ans²².

dans les autres pays de la région. Ceci représente plus de la moitié des inscrits.

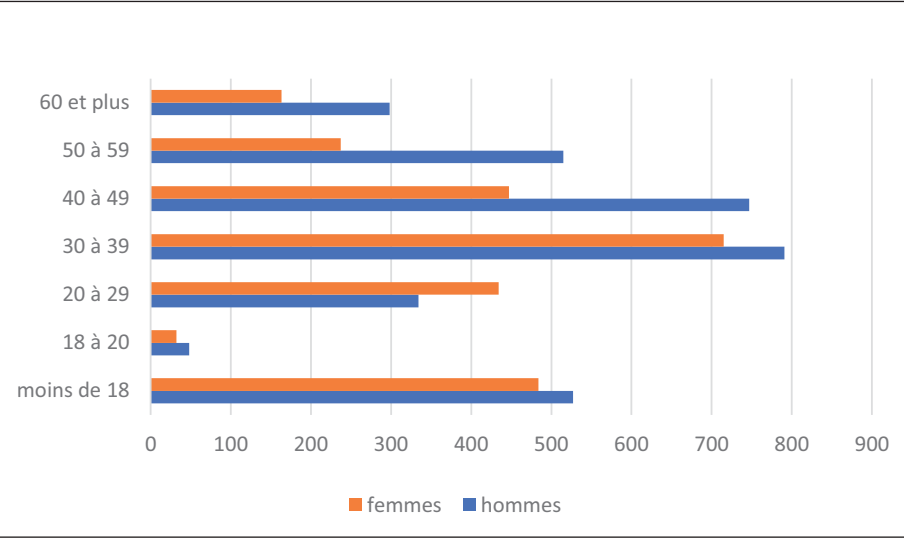
²² Les femmes représentent 40% des personnes de la tranche d'âge des 40 à 49 ans, 38% des 50 à 59 ans et 42% des personnes de 60 ans ou plus.

Figure 4 : Répartition par âge et par sexe des Marocains résidant au Sénégal en 2021



Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

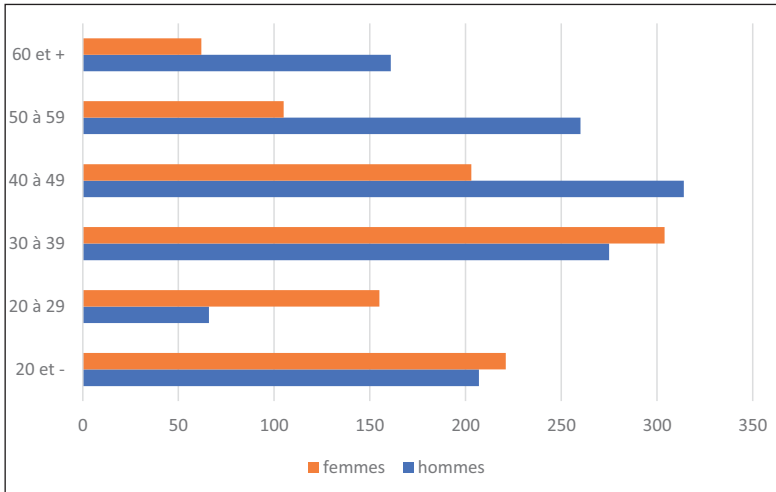
Figure 5 : Répartition par âge et sexe des Marocains résidant en Côte d'Ivoire en 2021



Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

Lorsque l'on analyse la répartition par âge et par sexe des Marocains de Côte d'Ivoire en 2021, on relève des taux assez similaires. Les jeunes femmes et hommes âgés de 30 à 39 ans sont particulièrement nombreux (26%), suivis des 40 à 49 ans (21%). Les femmes sont particulièrement nombreuses parmi les plus jeunes adultes : elles représentent 56% des Marocains âgés entre 20 et 29 ans et 47% du groupe d'âge des 30 à 39 ans²³.

Figure 6 : Répartition par âge et par sexe des Marocains résidant dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest



Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

Les données statistiques sur les profils des Marocains résidant dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest montrent les mêmes tendances. Les trentenaires représentent un quart de la population et les quadragénaires 22%. Dans ces pays regroupés, les femmes très jeunes sont encore plus nombreuses : elles représentent 70% des personnes âgées entre 20 et 29 ans et 52% des 30 à 39 ans²⁴.

Pour tous les pays, on note également le poids remarquable des moins de 20 ans. Au Sénégal, ces derniers représentent 12% des Marocains inscrits à l'ambassade. En Côte d'Ivoire et les autres pays d'Afrique de l'Ouest, ce groupe d'âge représente même 19% des Marocains. Il semblerait donc que la migration marocaine vers ces pays ne soit pas seulement le fait de travailleurs seuls mais aussi de familles avec des jeunes enfants. On est aussi interpellés par la part élevée de jeunes femmes adultes parmi les migrants marocains : s'agit-il d'une mobilité de femmes célibataires ou plutôt d'une migration dans un contexte familial ? L'analyse de la structure sociale permettra de donner des indices supplémentaires pour comprendre les caractéristiques de ces migrations.

²³ Et seulement 37% parmi les 40 à 49 ans, 31% parmi les 50 à 59 ans et 35% parmi les 60 ans et plus.

²⁴ Les femmes ne représentent plus que 39 % des personnes entre 40 et 49 ans, 29 % des personnes âgées entre 50 et 59 ans et 28 % des personnes âgées de 60 ans et plus.

Structures sociales des Marocains résidant en Afrique de l'Ouest : quelles formes de mobilité et d'installations ?

Tableau 1 : Structure sociale des Marocains résidant au Sénégal en 2021

Type d'activité	Effectifs	Pourcentage
Actifs	1756	38,5
Femmes au foyer ou sans emploi	555	12,2
Etudiants	1853	40,7
Retraités	23	0,5
Enfants	197	4,3
Autre-indéterminé-sans	173	3,8
Total	4557	100

Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

La structure sociale des Marocains résidant au Sénégal en 2021 montre que le nombre des étudiants dépasse légèrement celui des actifs. Comme déjà constaté en 2017, cette importance de la communauté estudiantine marocaine au Sénégal s'explique par les opportunités qu'offrent les universités publiques et privées sénégalaises (et notamment à Dakar) en termes de cursus universitaires en médecine générale, médecine dentaire et pharmacie, directement reconnus par l'Etat marocain²⁵. En même temps, la part des actifs et des femmes au foyer ou sans emploi est remarquable, ce qui confirme aussi la thèse d'une immigration « en famille » vers ce pays. Il faut rappeler que depuis 1964 il existe une convention d'établissement entre le Maroc et le Sénégal reconnaissant une réciprocité d'avantages aux nationaux des deux Etats et qui autorise les ressortissants des deux pays à s'établir et à travailler dans le pays partenaire dans des conditions semblables à celles des nationaux du pays (Berriane, 2019 : 578), ce qui pourrait encourager la migration de travail dans les deux sens.

Tableau 2 : Structure sociale des Marocains résidant en Côte d'Ivoire en 2021

Type d'activité	Effectifs	Pourcentage
Actifs	3426	60
Femmes au foyer ou sans emploi	1022	18
Etudiants	121	2,1
Retraités	17	0,3
Enfants	854	15
Autre-indéterminé-sans	275	4,8
Total	5715	100

Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

Bien qu'offrant des conditions de séjour et de travail moins attractives, la Côte d'Ivoire et les autres pays d'Afrique de l'Ouest attirent pourtant une part plus importante de migrants de travail. En Côte d'Ivoire, les Marocains actifs représentent 60% de la population. Ils sont suivis par les femmes au foyer ou sans

²⁵ Pour plus de détails, voir Berriane 2019 : 600-604

emploi qui représentent 18% des inscrits²⁶. S'y ajoute le taux élevé des enfants qui confirme également la thèse du regroupement familial et de l'enracinement des communautés marocaines dans ce pays.

Dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest, on observe aussi un enracinement des communautés marocaines : à côté d'une migration de travail (les actifs représentent 57%) et un taux élevé de femmes au foyer ou sans emploi (20%), le nombre des enfants est aussi remarquable (9,3%).

Tableau 3 : Structure sociale des Marocains résidant dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest en 2021

Type d'activité	Effectifs	Pourcentage
Actifs	1361	57
Femmes au foyer ou sans emploi	476	20
Etudiants	55	2,2
Retraités	6	0,25
Enfants	222	9,3
Autre-indéterminé-sans	275	11,5
Total	2395	100

Source : Direction des affaires consulaires et sociales - 2021

Les recherches antérieures avaient souligné l'importance des mariages mixtes pour les communautés marocaines du Sénégal et de Côte d'Ivoire. Stratégies d'intégration pour les premiers commerçants fassis venus s'installer au Sénégal dès la fin du XIX^{ème} siècle, les unions matrimoniales concernent aujourd'hui plus souvent des femmes marocaines qui rejoignent leurs conjoints sénégalais ou ivoiriens rencontré au cours de son séjour d'étude ou de travail au Maroc. S'y ajoute un nombre considérable de mariages maroco-libanais, particulièrement importants en Côte d'Ivoire (Berriane, 2019 : 590-591). Le nombre important de femmes au foyer ou sans emploi installées dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest pourrait éventuellement aussi être le fait de ces mariages mixtes, vu, à la fois, l'importance des mobilités étudiantes vers le Maroc en provenance des autres pays ouest-africains (Berriane, 2012) et la présence de communautés syro-libanaises dans toute la région (Labaki, 1993).

En même temps, les migrations féminines vers les pays d'Afrique de l'Ouest ne sont pas seulement le fait du regroupement familial. On observe en effet une part considérable de femmes actives. C'est notamment le cas en Côte d'Ivoire où elles représentent 43,5% des femmes immatriculées et dans les autres pays ouest-africains où elles représentent 40% des Marocaines installées. L'activité des femmes – comme celle des hommes d'ailleurs - est moins significative au Sénégal, où seulement 22% parmi elles mènent une activité professionnelle. La part importante des étudiantes dans la population marocaine installée au Sénégal explique ces données.

²⁶ Pour l'année 2017, la part des actifs en Côte d'Ivoire était même de 82,4% et le taux des femmes au foyer était seulement de 9,9% (cf. Berriane, 2019 :590). L'évolution de la structure démographique serait-elle peut être l'indice d'un processus d'enracinement en cours ?

Une analyse comparée des caractéristiques des communautés marocaines installées dans les pays d'Afrique de l'Ouest reflète parfaitement la grande diversité des profils socio-démographiques des Marocains qui ont émigré vers ces pays jusqu'en 2021. A l'exception des mobilités étudiantes vers le Sénégal, les migrations marocaines vers les pays d'Afrique de l'Ouest concernent surtout des jeunes hommes et femmes s'expatriant vers le Sud pour travailler ou s'engager dans des alliances matrimoniales. L'importance de la migration de travail, pour les hommes comme pour les femmes, s'accompagne d'une diversification des profils professionnels qui touchent aujourd'hui à une multitude de secteurs économiques et accompagnent dans une certaine mesure l'implantation d'entreprises marocaines dans la région.

3. Domaines d'activité des Marocains en Afrique de l'Ouest en 2021 : l'effet du « retour économique du Maroc » en Afrique se confirme

La mise au point de 2017 avait montré une diversification des activités professionnelles des Marocains du Sénégal et de la Côte d'Ivoire qui était étroitement liée à la présence des sociétés et des investissements marocains. Quatre ans plus tard, cette diversification se confirme davantage et le « retour économique du Maroc » en Afrique de l'Ouest a un effet remarquable sur les profils professionnels des Marocains s'installant dans toute la région. Avant de se consacrer à l'analyse des données statistiques qui rendent compte des domaines d'activités des Marocains résidant en Afrique de l'Ouest, un état des lieux sur les relations politico-économiques entre le Maroc et les pays de la zone en 2021 s'impose.

Investissements et échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest : bref état des lieux des dernières évolutions

Rappelons qu'on observe à partir du début des années 2000 une réactivation des relations politico-économiques entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne. Autrefois basée sur la seule coopération bilatérale et des intérêts géopolitiques, la politique africaine du Maroc prend aussi, au début du troisième millénaire, une dimension économique²⁷. Ceci se traduit par la signature de nombreux accords de coopérations économiques portant sur des exonérations des droits de douane, l'introduction par le Maroc d'un cadre juridique incitatif pour encourager les relations commerciales et d'investissements avec les pays au sud du Sahara et la mise en place d'un fonds de 200 millions de dirhams marocains pour renforcer la présence d'opérateurs marocains privés sur le marché africain (Wippel, 2004 ; Lo 2016). Ces mesures ont contribué à une augmentation des échanges commerciaux du Maroc avec l'Afrique subsaharienne, dont la croissance annuelle moyenne était de 14,7% entre 1999 et 2014 (Lo, 2016 : 13-15) et de 20% pour les pays de la CEDEAO durant cette même période (Ibid. : 13). Entre 2011 et 2019, on observe aussi une hausse de 6,6% des exportations marocaines vers le continent africain (Office des changes, 2022 : 20). Cette croissance se poursuit aussi en 2020 en dépit de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19, étant donné que les exportateurs actifs vers l'Afrique affichaient un chiffre d'affaires en hausse de 2 Mrds de dirhams pour cette année (Office des changes, 2022 : 15).

²⁷ Voir à ce propos, Berriane, 2019 : 575.

Le nombre d'exportateurs actifs principalement vers l'Afrique a aussi augmenté durant la dernière décennie : en 2019, ils étaient 858 à s'intéresser aux économies africaines, contre seulement 550 en 2011 (Ibid., 20).

Plus remarquable encore est la croissance des investissements marocains observée sur le continent à partir des années 2000²⁸ et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. En effet, 40% du total des IDE marocains étaient destinés à l'Afrique subsaharienne en 2015, dont 63% à l'Afrique de l'Ouest (Berahab, 2017 : 6)²⁹. En 2019, 58,7% des IDE marocains étaient destinés au continent africain, dont 55% à l'Afrique de l'Ouest (Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, 2020). On observe également une diversification des secteurs touchés par les IDE marocains présents en Afrique. En 2009, il s'agissait surtout du secteur des banques, de la télécommunication et de l'industrie. A partir des années 2013/14, s'y ajoutent le commerce, les holdings, le secteur des énergies et des mines ou encore le tourisme (Ibid.)³⁰. L'intérêt du Maroc pour les économies ouest-africaines se manifeste aussi dans la demande d'adhésion du royaume à la CEDEAO avec le statut d'observateur et de membre associé³¹. Cette adhésion pourrait notamment mener à une augmentation des exportations marocaines vers les pays de la communauté des Etats ouest-africains car ces exportations ne seraient plus assujetties à des taxes douanières qui pour le moment sont très élevées³².

Aujourd'hui encore le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont parmi les principaux partenaires économiques du Maroc en Afrique. En 2019, les exportations du Maroc vers l'Afrique avaient pour principaux clients le Sénégal et Djibouti (2,1 Mds DH pour chacun des deux pays), la Mauritanie (1,9 Mds DH) et la Côte d'Ivoire (1,8 Mds DH) (Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, 2020)³³. Pour la même année, ces deux pays ouest-africains font également partie des trois principaux pays récipiends des IDE marocains (Ibid.)³⁴. Aujourd'hui encore, le Sénégal joue le rôle de « hub » économique pour les entreprises marocaines intervenant dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Ceci concerne notamment les banques marocaines telles que Attijariwafa Bank ou la Banque Atlantique, filiale du Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) ou encore Bank of Africa, filiale du Groupe BMCE qui déploient leur projet de

²⁸ idem

²⁹ La part des stocks d'IDE sortants dans le PIB était de 4,4% en 2015. En Afrique subsaharienne, il s'agit surtout d'une participation au capital des entreprises locales et du montage de filiales dans des secteurs à forte valeur ajoutée. En 2015, la Côte d'Ivoire reçoit 30% de ces investissements, suivie de l'île Maurice (16%), du Mali (12%), du Nigéria (8%), du Sénégal (6%), du Togo (3%), du Burkina Faso (2%) et de la Guinée (2%), cf. Berahab 2017 : 6-7.

³⁰ Rôle de l'OCP par exemple dans le secteur des mines et hydrocarbures avec 14 filiales dans les pays africains mais aussi rôle d'établissements et d'entreprises publics marocains comme l'ONEE en Gambie, au Mali, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal.

³¹ <https://www.jeuneafrique.com/1325557/politique/adhesion-du-maroc-a-la-cedeao-pourquoi-ca-coince/> Article du 10 mars 2022.

³² 44,7 % pour les exportations vers l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

³³ En 2015, les principaux partenaires du Maroc à l'exportation sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Éthiopie (cf. Berahab 2017 : 4).

³⁴ En 2019, la Côte d'Ivoire attire 21,4%, le Tchad 19,8% et le Sénégal 14,7% des investissements marocains.

développement en Afrique de l'Ouest à partir de Dakar³⁵ ou encore l'entreprise pharmaceutique Sothema qui a créé une filiale au Sénégal (West Afric Pharma) en 2013, en vue de produire des médicaments pour le marché ouest-africain³⁶. L'intérêt des entreprises marocaines pour l'économie ivoirienne est plus récent. À la suite du développement des relations politico-économiques entre le Maroc et la Côte d'Ivoire à partir de 2013, 120 projets ont pu être lancés en Côte d'Ivoire impliquant 50 acteurs marocains et 80 opérateurs ivoiriens³⁷. En plus de la présence des filiales ouest-africaines des banques marocaines, sont aujourd'hui aussi présentes des entreprises marocaines de différents secteurs économiques tels que les nouvelles technologies de l'information, la pharmacie, les études de génie civil, le BTP, l'industrie, le domaine des assurances, les énergies et les mines et le tourisme³⁸ (Berriane, 2019 : 576). En 2020, les deux Etats ont par ailleurs prévu de renforcer leurs échanges commerciaux dans le secteur agro-alimentaire, à travers l'aménagement d'une plateforme logistique fruits et légumes au port d'Abidjan par Tanger Med³⁹ (MAP, 12 juin 2020). La même année, le groupe marocain Palmeraie signe une convention pour construire 15.000 logements en Côte d'Ivoire (MAP, 10 juillet 2020)⁴⁰.

Bien que ces deux économies ouest-africaines restent les principaux partenaires économiques du Royaume, on observe cependant aussi au cours de la dernière décennie une diversification des partenariats et des destinations des investissements marocains en Afrique. Ainsi, en 2019, les IDE marocains étaient présents dans 29 pays africains contre seulement 9 pays en 2009 (Ibid.). Parmi ces pays, les économies ouest-africaines sont aujourd'hui encore en tête (Ibid.). S'y ajoute la présence d'établissements et entreprises publics marocains intervenant dans le secteur de l'énergie et des mines⁴¹. Récemment, de nouveaux accords de promotion et de protection des investissements ont aussi été conclus entre le Maroc et la Côte d'Ivoire (2013), le Mali (2014), la Guinée Bissau (2015), le Nigéria (2016), le Niger (paraphé en 2019) ou le Liberia (2019) (Ministère de

³⁵ Pour plus de détails, voir Berriane, 2019 : 575.

³⁶ https://telquel.ma/2020/11/19/industrie-pharmaceutique-la-percee-dakaroise-de-sothema-sous-la-loupe_1702226

³⁷ <https://fnh.ma/article/-/accords-de-cooperation-le-maroc-et-la-cote-d-ivoire-font-le-point>

³⁸ Parmi les entreprises marocaines présentes en Côte d'Ivoire en 2021, on trouve AGENTIS, INTELICIA, SGTm, ALLIANCES, DOLIDOL, Moov Africa, OCP Africa, Société Ivoirienne de Banque (SIB), TGCC, Webhelp, Banque Atlantique, Attijari Securities West Africa, CDCI, Klaption, JESA et Aluminium CI, CIMAf et ADDOHA. <https://www.globaldiasporanews.com/des-entreprises-marocaines-appuient-la-fondation-ivoirienne-children-of-africa/>.

³⁹ <https://portabidjan.ci/fr/actualites/developpement-de-la-filiere-fruti%C3%A8re-une-delegation-du-port-de-tanger-med-au-port> (8 décembre 2020)

⁴⁰ En mai 2022, le leader du courtage assurance marocain AFMA annonce son installation en Côte d'Ivoire (<https://www.acmrci.com/actualites/39662>) et le 12 juin de la même année la startup marocaine Chari acquiert la plateforme de commerce électronique B2B Diago (<https://www.acmrci.com/actualites/le-marocain-chari-acquiert-la-startup-ivoirienne-de-e-commerce-b2b-diago/>)

⁴¹ L'ONEE accompagne la construction d'une nouvelle centrale électrique en Gambie, un projet d'électrification rurale au Mali, le développement d'une centrale de charbon en Côte d'Ivoire. Cet office a aussi une concession d'une durée de 25 ans pour l'électrification des départements de Saint Louis, Dagana et Podor au Sénégal (cf. Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, 2020, 14). L'OCP dispose de filiales dans 12 pays africains dont 6 en Afrique de l'Ouest (<https://www.ocpafrika.com/en>).

l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, 2020). Ainsi, la volonté du Maroc d'encourager la présence de ses entreprises et ses IDE à la fois dans des pays ouest-africains francophones et anglophones perdure après 2017. A titre d'exemple, en 2020, le Burkina Faso concentrait 10% des IDE marocains en Afrique⁴². L'OCP a signé un accord pour la création d'un complexe industriel d'engrais au Nigéria en mars 2021⁴³. Avec le Ghana aussi, des accords ont été signés en 2017 dans le domaine de l'agroalimentaire, la télécom et les banques⁴⁴ et des projets dans le domaine de la production d'engrais adaptés ou l'immobilier sont en cours de développement⁴⁵. Ou encore au Niger, avec qui un accord d'investissement entre le Maroc et la ville de Niamey a été signé en juillet 2021 pour la réalisation d'un complexe agro-alimentaire et la construction d'une smart city et d'une zone franche industrielle dans la capitale nigérienne⁴⁶. N'oublions pas non plus les acquisitions de banques ouest-africaines par les banques marocaines (Brack, 2014) qui sont toujours d'actualité⁴⁷ ainsi que la présence de Moov Africa, filiale africaine de Maroc Telecom en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Bénin, au Togo, au Niger et au Mali⁴⁸.

Ainsi, on relève des efforts considérables de la part des établissements publics et des grandes entreprises marocaines pour investir les marchés ouest-africains. Nous avons aussi pu relever des initiatives prises pour encourager les PME et les autoentrepreneurs marocains à s'installer en Afrique de l'Ouest, telles que la création d'une chambre de commerce et de l'industrie marocaine en Côte d'Ivoire, d'un Club des investisseurs marocains au Sénégal (Berriane, 2019 :576) ou encore d'une chambre de commerce et d'industrie maroco-nigérienne⁴⁹. Les échanges et collaborations économiques entre le Maroc et les pays ouest-africains ont aussi continué à être développés pendant les années 2020 et 2021 et ne semblent pas être impactés par la crise liée à la pandémie du Covid-19.

Ajoutons à tout cela, un projet d'une grande ampleur qui fait l'objet d'un partenariat entre le Maroc et le Nigéria et qui pourrait impacter plusieurs pays de la sous-région. Il s'agit du mégaprojet du gazoduc qui va acheminer le gaz nigérian jusqu'au Maroc et ensuite en Europe et qui a fait l'objet de plusieurs accords tout en abordant la phase des études et de la mobilisation des moyens financiers⁵⁰. Son intérêt réside dans sa taille, mais surtout dans le nombre de pays

⁴² « Burkina Faso : avec le Maroc, des liaisons fécondes », Telquel, 22 décembre 2020.

⁴³ Le Nigéria est aussi le deuxième pays africain où l'entreprise de matelas DOLIDOL est implantée depuis décembre 2021. <http://www.commodafrica.com/26-03-2021-accord-entre-le-nigeria-et-le-maroc-pour-un-complexe-industriel-dengrais-de-13-md>.

⁴⁴ https://telquel.ma/2017/02/17/le-maroc-et-le-ghana-signent-25-accords-de-cooperation_1535973

⁴⁵ <http://www.mapexpress.ma/actualite/opinions-et-debats/marocghana-volonte-affichee-developper-relations-prometteuses/> - 20 juillet 2020

⁴⁶ <http://www.commodafrica.com/06-07-2021-le-marocain-ymmy-investit-eu-28-mds-dans-niamay-et-son-complexe-agro-alimentaire>

⁴⁷ Il s'agit surtout des banques Attijari Wafa Bank, Banque Populaire et BMCE.

⁴⁸ <https://www.agenceecofin.com/operateur/0401-83893-maroc-telecom-a-rassemble-toutes-ses-filiales-africaines-sous-la-marque-moov-africa>

⁴⁹ <https://www.maghress.com/fr/marochebdo/42219>

⁵⁰ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/09/16/signature-d-un-memorandum-pour-un-projet-de-gazoduc-nigeria-maroc_6141891_3212.html

concernés et qui sont le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie, le Sénégal et la Mauritanie. Tous ces pays seront desservis par ce gaz. Ayant l'ambition d'être un catalyseur du développement économique de la région Nord-Ouest de l'Afrique, ce projet profitera effectivement à quelques 400 millions de personnes vivant dans la région. Il aura sans doute un impact dynamisant les flux humains entre les deux rives du Sahara.

Dans quelles mesures la poursuite des efforts de collaborations et de la présence marocaine dans les économies ouest-africaines se répercute sur les migrations de travail marocaines vers la sous-région ?

La diversité des activités économiques des Marocains d'Afrique de l'Ouest

L'analyse des données statistiques de 2021 met en évidence la grande diversité des activités économiques investies par les Marocains résidant en Afrique de l'Ouest. Cette diversité s'accompagne d'un recul marqué de l'importance de secteurs d'activité traditionnels comme le commerce. Une installation marquée de migrants hautement qualifiés, immigration étroitement liée à la présence de sociétés et investissements d'origine marocaine, se laisse aussi observer pour toute la région.

Tableau 4 : Professions occupées par les Marocains actifs immatriculés à l'ambassade du Maroc au Sénégal en 2021

Métiers	Effectifs	%
Commerce	486	28,3
Hôtel-restauration-accueil et art	82	4,7
Enseignement, santé et journalisme	184 (129 médecins)	10,7
Artisans-petits métiers	181	10,5
Bâtiment et construction	60 (31 plâtriers)	3,4
Transport (aérien, routier, maritime)	29	1,6
Salariés, ouvriers, fonctionnaires, employés	450 (210 employés, 51 ouvriers)	26,2
Banques, Business	99	5,7
Administratifs-directions-secrétariat	146 (91 directeurs)	8,5
Ingénierie et expertise	84	4,8
Total	1717	100

Source : DACS, 2021

Au Sénégal, le commerce est certes avec 28,3% le secteur d'activité le plus important pour les Marocains aujourd'hui, mais d'autres domaines d'activité sont aussi investis tels que l'enseignement et la santé, l'artisanat, le secteur des banques et des affaires, l'administration ou l'expertise. Parmi ces activités, on relève notamment l'importance des professions qui exigent un niveau de qualification particulièrement élevé. Ainsi, la part des Marocains hautement qualifiés est de 29,7%⁵¹, ce qui est probablement aussi favorisé par la mobilité étudiante

⁵¹ Nous avons comptabilisé ici les seuls enseignants, médecins, journalistes, banquiers, personnes dans le business, administrateurs et ingénieurs et experts, laissant de côté les employés parmi lesquels on peut sûrement aussi compter des personnes hautement qualifiées.

marocaine vers ce pays. Les autres domaines dont la part est remarquable sont ceux des artisans, des petits métiers et des professionnels dans le secteur des BTP qui représentent ensemble 13,9% des actifs marocains au Sénégal.

Pour la Côte d'Ivoire, les activités menées par les Marocains se sont encore plus diversifiées, malgré des conditions de séjour et de travail très restrictives pour les étrangers⁵². On observe ici surtout un recul encore plus marqué de l'importance du commerce. Aujourd'hui, seuls 28,9% des Marocains sont investis dans le domaine du commerce alors qu'ils étaient 59,8% en 2017 (Berriane, 2019 : 593). La part des salariés, ouvriers, fonctionnaires et employés est aujourd'hui la plus importante et elle regroupe probablement aussi des personnes recrutées dans le domaine commercial. On peut néanmoins en conclure que les commerçants traditionnels n'occupent plus la même place que quatre ans auparavant⁵³. Bien que moins importante qu'au Sénégal, la migration des professionnels hautement qualifiés représente également, avec 18,8%, une part importante des actifs marocains de Côte d'Ivoire. Les artisans, petits métiers et professionnels dans le secteur du BTP sont même légèrement plus nombreux qu'au Sénégal, ce qui reflète à la fois l'existence d'une demande en savoir-faire artisanal marocain mais aussi d'une main d'œuvre marocaine peu qualifiée dans les villes ivoiriennes⁵⁴.

Tableau 5 : Professions occupées par les Marocains actifs immatriculés à l'ambassade du Maroc de Côte d'Ivoire en 2021

Métiers	Effectifs	%
Commerce	921	28,9
Hôtel-restauration-accueil et art	43	1,3
Enseignement, santé et journalisme	45	1,4
Artisans-petits métiers	372	11,7
Bâtiment et construction	48	1,5
Transport (aérien, routier, maritime)	63	1,9
Salariés, ouvriers, fonctionnaires, employés	1544 (1057 employés, 121 ouvriers)	48,5
Banques, Business	76	2,3
Administratifs-directions-secrétariat	380 (195 directeurs)	11,9
Ingénierie et expertise	103	3,2
Total	3178	100

Source : DACS, 2021

⁵² On observe dès 1975 une « ivoirisation » de l'accès à l'emploi dans tous les secteurs de l'activité économique. En 1990, est introduite une carte de séjour devenue obligatoire pour tous les étrangers de plus de 16 ans installés en Côte d'Ivoire (Bredeloup, 2003 :10).

⁵³ En 2017, on avait relevé 2481 commerçants contre seulement 921 en 2021. Il existe aussi un recul du nombre de Marocains actifs entre ces deux dates : en 2017, ils étaient 4144, en 2021 presque 1000 de moins.

⁵⁴ Les données statistiques disponibles ne permettent pas de saisir le moment de l'immigration de ces professionnels. On peut cependant supposer qu'il s'agit de flux venus dans les années 1970 lorsque le « miracle ivoirien » attirait des étrangers ou accompagnant plus récemment les sociétés marocaines de construction impliquées dans des projets de construction, telles que par exemple la mosquée Mohammed VI d'Abidjan.

Lorsque l'on analyse les professions occupées par les Marocains résidant dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest, les mêmes tendances se laissent observer. En même temps, dans ces pays moins souvent marqués par une continuité historique des mobilités marocaines, le commerce n'occupe avec 15,7%, qu'une place moindre. Ici on observe une part encore plus importante de personnes hautement qualifiées occupant des postes de responsabilité, représentant 34,2% des immigrés marocains. Ainsi, la présence économique marocaine dans les pays d'Afrique de l'Ouest semble se traduire avant tout par l'expatriation de patrons et autres responsables d'entreprises, alors que les autres activités sont plutôt menées par un personnel local, très souvent formé au Maroc. Les entreprises marocaines implantées dans les pays ouest-africains recruteraient en effet souvent les lauréats ouest-africains formés dans des universités et grandes écoles marocaines et qui disposent de ce fait à la fois de l'expertise nécessaire et d'un double capital culturel⁵⁵. Enfin, il ne faut pas non plus oublier la part encore plus importante des artisans, des personnes exerçant des petits métiers ou travaillant dans le secteur du BTP (en tout 15,6%), ce qui montre bien que ces « petites destinations », et notamment les capitales, peuvent drainer une grande diversité de profils socioprofessionnels à la recherche de bonnes affaires ou suivant les grandes entreprises marocaines présentes depuis le tournant du XXI^e siècle dans ces pays.

Tableau 6 : Professions occupées par les Marocains actifs immatriculés à l'ambassade du Maroc dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest en 2021

Métiers	Effectifs	%
Commerce	230	15,7
Hôtel-restauration-accueil et art	121	8,2
Enseignement, santé et journalisme	60	4,1
Artisans-petits métiers	193	13,2
Bâtiment et construction	36	2,4
Transport (aérien, routier, maritime)	27	1,8
Salariés, ouvriers, fonctionnaires, employés	351	24
Banques, Business	80	5,4
Administratifs-directions-secrétariat	250 (143 directeurs)	17,1
Ingénierie et expertise	111	7,6
Total	1459	100

Source : DACS, 2021

Conclusion

Ce chapitre avait pour ambition de saisir les mutations récentes des migrations marocaines vers les pays d'Afrique de l'Ouest. En faisant le point sur les caractéristiques de ces communautés de migrants en 2021, il s'agissait aussi de saisir l'effet de la crise pandémique sur ces mobilités. Finalement, malgré les

⁵⁵ Ceci est notamment le cas pour la Côte d'Ivoire (cf. Berriane, 2019) et le Burkina Faso (https://telquel.ma/2020/12/22/burkina-faso-avec-le-maroc-les-liaisons-fecondes_1705829)

restrictions à la mobilité en contexte pandémique et leurs effets sur les économies et sociétés ouest-africaines, on se rend compte que les migrations marocaines vers les pays d'Afrique de l'Ouest n'ont pas été freinées. Ceci concerne aussi les relations économiques entre le Maroc et les autres pays de la sous-région qui ont continué à se densifier en temps de Covid-19, contribuant ainsi à remodeler les anciennes communautés marocaines héritées du XIX^{ème} siècle en diversifiant leur profil de façon considérable.

Dans le prolongement de la mise au point de 2017 sur les Marocains de l'Afrique de l'Ouest qui mettait l'accent sur les deux principales destinations que sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire, cette contribution avait aussi pour ambition d'élargir l'analyse aux migrations marocaines vers les autres destinations ouest-africaines. On se rend ainsi compte que les destinations ouest-africaines des migrants marocains se diversifient et concernent presque tous les pays ou plus précisément toutes les capitales de la sous-région. En même temps, l'ancienneté de certaines destinations pour les migrations marocaines comme le Mali ou la Guinée se reflète aussi dans la présence aujourd'hui de communautés marocaines dans ces lieux. Tout en confirmant les tendances de féminisation et de rajeunissement des communautés marocaines amorcées à partir de la fin des années 1990 pour toute la région, ce focus régional a aussi permis de saisir davantage la diversification socio-professionnelle des communautés marocaines en Afrique de l'Ouest liée à la présence économique marocaine dans cette région qui a été la première destination de migrants marocains.

Bibliographie

- Abou El Farah Y., (2007), Les Marocains d'Afrique subsaharienne. In Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger (Ed.): *Marocains de l'extérieur 2007*. Rabat: Fondation Hassan II, pp. 373–406.
- Abou El Farah Y., (2014), La communauté marocaine en Afrique subsaharienne. In Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger (Ed.): *Marocains de l'Extérieur 2013*. Rabat: Fondation Hassan II, pp. 529–560.
- Abou El Farah Y., Akmir A., Beni Azza, A., (1997), *La présence marocaine en Afrique de l'Ouest: cas du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire*. Rabat: Institut des Etudes Africaines.
- Ministère de l'économie des finances et de la réforme de l'administration : « Maroc-Afrique : une coopération renouvelée », *Al Maliya*, N° 66, Novembre 2020.
- Aouad R., (2012), De Tombouctou à Conakry: Musulmans et juifs du Maroc dans l'espace de la relation Maroc-Afrique noire (fin XIX^e siècle-début XX^e siècle). In: *La bienvenue et l'adieu | 1: Migrants juifs et musulmans au Maghreb (XV^e-XX^e siècle)* [online]. Casablanca: Centre Jacques-Berque, 2012 <<http://books.openedition.org/cjb/230>>.
- Berhab R., (2017), « Relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne : Quels potentiels pour le commerce et les investissements directs étrangers ? », *Policy Brief 17/4*, OCP Policy Center.
- Berriane J., (2012), « La formation des élites subsahariennes au Maroc ». In Antil, A. et Mokhefi, M. (dir.) : *Le Maghreb et son Sud: vers des liens renouvelés*, Paris: CNRS Éditions, p.155-171.
- Berriane J., (2019), « Les Marocains de l'Afrique de l'Ouest. Evolutions récentes d'une communauté en mouvement (Sénégal et Côte d'Ivoire) ». In : Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger : *Marocains de l'Extérieur 2017*. Rabat, 2019, pp. 571-611.

- Brack E., (2014), « Liens bancaires et financiers entre le monde arabe et l'Afrique subsahariennes ». In *Confluences Méditerranée* 3 (90), pp. 85–104.
- Bredeloup S., (2003), « La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger ». In *Revue européenne des migrations internationales* 19 (2), pp. 85–113. DOI: 10.4000/remi.461.
- De Bruijn M., Van Dijk Rijk A. and Foeken, D., (2001) : *Mobile Africa: Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond*. Leiden: Brill, 2001.
- Labaki B., (1993), « L'émigration libanaise en Afrique occidentale sud-saharienne ». *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.9, N° 2.
- Lefebvre G., (2003), *La migration guinéenne vers Dakar. Mutation d'un espace migratoire international*, Thèse pour le Doctorat en Géographie, Université de Rouen, 2003.
- LeTourneau R., (1987). *Fès avant le Protectorat*. Rabat : La Porte.
- Lo M., (2016), « Relations Maroc-Afrique subsaharienne : quel bilan pour les 15 dernières années ? » *Research paper* 16/10, OCP Policy Center.
- Marfaing L. et Wippel S., (2004), « Espace transsaharien: espace en mouvement. Quelques réflexions pour une approche conceptuelle - une introduction. » In : Marfaing, L. et Wippel, S. (dir.): *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*. Paris: Karthala, pp. 7–26.
- Office des changes 2022 : *Analyse multidimensionnelle de l'évolution du profil des exportateurs marocains actifs*. Mars 2022. <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes#wow-book/>
- Wippel S., (2004), « Le renouveau des relations marocaines avec l'Afrique subsaharienne: la formation d'un espace économique transsaharien? » In Marfaing, L. et Wippel, S. (dir.): *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*. Paris: Karthala, pp. 29–59.